

Unité départementale de l'Hérault
520 allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

Montpellier, le 19 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 août 2024

Contexte et constats

Publié sur



Saipol

Zone industrielle portuaire, quai J
BP 423
34204 Sète cedex

Références : UD34/H4/2024-112
Code AIOT : 0006601281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **14 août 2024** de l'établissement Saipol implanté zone industrielle du port de Sète, quai J - 34200 Sète . L'inspection a été annoncée le 18 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>

Suite à un départ d'incendie, en date du 4 novembre 2022, dans une armoire électrique située en salle de commande chaufferie, l'exploitant Saipol a remis un rapport d'incident à l'inspection des installations classées. Une première visite d'inspection a été effectuée, en date du 26 décembre 2022, afin de vérifier les actions n° 1, 5 et 6 du plan d'actions mis en place par l'exploitant. Cette visite d'inspection vise à vérifier les dernières actions que l'exploitant devait finaliser.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saipol
- Port de Sète – Quai J - 34204 Sète cedex
- Code AIOT : 0006601281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe Saipol, filiale du groupe Avril, est le leader français de la transformation des graines de colza et de tournesol, ainsi qu'un des leaders européens du secteur de la trituration, du raffinage des huiles végétales et de la production de biodiesel. Le site Saipol de Sète emploie actuellement 101 salariés.

Le thème principal de visite retenu est le suivant :

- Vérification des dernières actions mises en place suite à départ d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe deux types de suites :

- « sans suite administrative ».
- « avec suites administratives »
 - Les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
 - Lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
 - Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

2-2) Bilan synthétique de la fiche de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. La synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté préfectoral n°2005-I-0990 du 27 avril 2005. Article 1.6	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant avait mis en place les dernières actions de son plan d'actions. L'exploitant doit seulement s'acquitter d'un dernier justificatif de réception de fin de travaux.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2005-I-0990 du 27 avril 2005. Article 1.6
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé. Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.
Constats : Lors d'une précédente visite d'inspection, en date du 26 décembre 2022, l'inspection avait contrôlé les premières actions mises en place par l'exploitant, à savoir les actions n° 1, 5 et 6 de son plan d'actions. Cette visite d'inspection vise à vérifier les dernières actions que l'exploitant devait finaliser, c'est-à-dire les actions n° 2, 3 et 4. - L'action n°2 visait à réaliser un audit complet de toutes ses installations électriques. La date butoir annoncée était fin mars 2023. Cette action a été finalisée en mai 2023 par la société EGIS. Le rapport d'audit (référence ENSK090AEJ-NOT-0001 en date du 15 mai 2023) a été présenté à l'inspection. Il ressort en synthèse de ce rapport la nécessité de : - fiabiliser le réseau électrique face aux micro-coupures ; - maintenir l'ensemble des équipements de sécurités et procédés sous tension face aux coupures longues ; - mettre en place des groupes électrogènes pour suppléer l'ensemble du site. L'exploitant précise que ces travaux seront intégrés dans le cadre d'un plan général de modernisation de ses installations qui fera l'objet d'un prochain porter à connaissance. Aucune remarque de l'inspection. - L'action n°3 visait à recourir, pour l'extinction automatique, à un agent extincteur non toxique et respectueux de l'environnement, fabriqué à partir de gaz naturel (azote, argon et dioxyde de carbone), commercialisé sous l'appellation INERGEN®. Cette action a été initiée à l'issue de l'incident et clôturée le 25 juillet 2024, à l'exception du transformateur TDM 103 qui sera réceptionné en octobre 2024. L'exploitant transmettra à l'inspection le procès-verbal de réception des travaux. La date butoir est fixée au 31 octobre 2024. - L'action n°4 visait à renforcer le plan de dératisation. Cette action a été réalisée en janvier 2023. Le plan de dératisation a été mis à jour le 3 avril 2023 (référence SET/PIL/EN/091 indice 5). Aucune remarque de l'inspection.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois